

Publié le 28 avril 2010 à 22h46 | Mis à jour le 28 avril 2010 à 22h48

L'Outaouais présent à un congrès francophone sur la cybercriminalité



[Louis-Denis Ebacher](#)

Le Droit

L'Outaouais participe au premier grand rassemblement international francophone de lutte à la cybercriminalité, qui se termine aujourd'hui à Boucherville.

La majorité des colloques du genre se tiennent habituellement en anglais. Pour l'homme d'affaires gatinois et président de BlueBear LES, Antoine Normand, il est beaucoup plus facile d'expliquer des petits détails dans la langue maternelle des gens, lorsque vient le temps de montrer comment récupérer des données cachées sur un disque dur saisi auprès d'un pédophile ou d'un fraudeur.

Son logiciel, LACE, aide les enquêteurs à débusquer les pédophiles d'Internet et leur matériel présentant des enfants abusés sexuellement. « Il peut se cacher des preuves utiles aux enquêteurs dans les 'recoins' des disques durs, que les pédophiles ont voulu effacer », dit-il.

Événement rare et utile

M. Normand voyage partout dans le monde, pour affaires. Un tel événement dans la langue de Molière est aussi rare qu'utile. « Ce ne sont pas tous les participants qui sont bilingues. Cette semaine, ces gens peuvent participer à 100 % ».

Le colloque du Réseau international de formation policière (Francopol) remplace le Colloque annuel sur la cybercriminalité, organisé par la Sûreté du Québec (SQ) et l'école Polytechnique de Montréal. L'implication de Francopol permet aujourd'hui à des Européens de venir en sol nord-américain pour échanger sur les techniques d'enquête et les différentes jurisprudences des pays impliqués. Environ 325 avocats, policiers (dont deux de Gatineau), universitaires et gens d'affaires y sont réunis.

À chaque arnaque, sa langue

Le capitaine Frédéric Gaudreault, de la SQ, voit dans le Québec l'endroit idéal pour aborder la cybercriminalité en français en sol nord-américain. « Les arnaques sont plus faciles lorsque le fraudeur parle la même langue que sa victime », dit-il, citant l'exemple de la classique « arnaque nigériane ».

Ce type d'escroquerie tire son nom de cyberfraudeurs, qui, depuis le Niger, en Afrique, envoient des courriels en quantité, racontant qu'ils sont des fils d'un roi africain en danger. « Il y a encore des gens d'ici qui se font bernier par ces gens-là », lance le capitaine.

Le message affirme du coup que le récepteur du message, de l'autre côté de l'Atlantique, doit verser des centaines, voire des milliers de dollars pour aider la famille, sous la promesse de recevoir une partie de l'héritage caché d'un roi ou d'un important ministre africain. « Les façons d'enquêter sont pratiquement les mêmes d'un pays à l'autre, mais la langue est différente », dit le capitaine Gaudreault.

Les spécialistes de « l'arnaque nigériane » se présentent dans l'un des nombreux cafés Internet du Niger, ou des pays voisins (le Bénin, le Togo et le Burkina Faso, par exemple), et y rédigent leurs messages. Les faibles moyens des services de police locaux, le silence des propriétaires des cafés à la recherche de revenus et la naïveté d'internautes occidentaux facilitent la tâche des fraudeurs.

Selon le capitaine Gaudreault, la présence de l'Organisation internationale de la Francophonie, au Colloque Francopol, vise à mieux outiller les pays du Sud contre les crimes commis par Internet.

© 2000-2010 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.